

Le 5 janvier 2026

M. Le président de la République
Emmanuel Macron
L'ÉLYSÉE

Objet : Lettre ouverte de destitution – Au nom du peuple français

Monsieur le Président,

Nous, citoyens français, vous écrivons en ce début d'année 2026 avec gravité, lucidité et responsabilité.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

La souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants **et par la voie du consentement démocratique.**

Ces principes sont inscrits dans notre Constitution, notamment en ses articles 2 et 3.

En tant que Président de la République, vous aviez pour mission, selon l'article 5 de la Constitution, de veiller au respect de la Constitution, d'assurer par votre arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'État, et d'être le garant de l'unité nationale.

Or, force est de constater que cette mission n'a pas été remplie.

Au fil des années, un fossé profond s'est creusé entre le peuple et celui qui était censé le représenter. Les promesses de campagne ont laissé place à une gouvernance verticale, déconnectée des réalités vécues par les Français.

Les difficultés économiques, sociales et sécuritaires se sont aggravées, tandis que le mépris, la condescendance et la négation de la souffrance du peuple se sont installés dans le discours public.

Un Président n'est pas au-dessus du peuple.

Il ne gouverne pas contre lui.

Il ne se moque pas de lui.

L'usage répété de la contrainte, l'affaiblissement du débat démocratique, la stigmatisation de pans entiers de la population, ainsi que les atteintes portées à la confiance civique constituent des **manquements graves aux devoirs de votre fonction.**

Nous rappelons que l'article 68 de la Constitution prévoit la destitution du Président de la République en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat.

Aujourd'hui, la légitimité morale et démocratique de votre fonction est rompue.

Le peuple français n'a pas élu un homme pour qu'il gouverne par l'orgueil, le mépris ou le passage en force.

Le pouvoir qui vous a été confié ne vous appartient pas : il émane du peuple, et peut lui être retiré.
Nous affirmons donc solennellement ceci :

le peuple français ne reconnaît plus en vous le garant de l'intérêt général, de l'unité nationale et du respect démocratique.

Un Président n'est pas là pour imposer ses caprices, ni pour se maintenir au pouvoir contre la volonté profonde du pays.

Il est comptable de ses actes, de ses paroles, et de leurs conséquences.

En ce sens, et au nom des principes républicains, nous considérons que vous devez quitter vos fonctions, afin que la France puisse retrouver une gouvernance fondée sur la responsabilité, le respect et la souveraineté populaire.

Cette lettre n'est ni un appel à la haine, ni à la division.

Elle est l'expression d'un peuple qui se réveille, qui se redresse, et qui rappelle que **la République n'appartient pas à un homme, mais à la Nation toute entière.**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression d'une détermination citoyenne ferme et irrévocable.

Par le peuple, pour le peuple.